

Direct matin

www.filpac-cgt.fr

En quittant brusquement l'imprimerie du *Monde*, le gratuit *Direct Matin* de Bolloré crée un séisme de très grande ampleur. Les faits.

Vincent Bolloré, propriétaire de *Direct Matin*, est-il seulement l'incendiaire qui met le feu à la presse ? Pas seulement... Il est l'ami du président, bien sûr. L'un de ses yachts, *La Paloma*, défraie la chronique quand il le prête au nouveau couple présidentiel. Cadeau royal. La communication, il connaît. Le groupe Bolloré a créé des quotidiens gratuits depuis plus de trois ans. Nouveau venu dans les médias, Vincent Bolloré est bien connu dans l'industrie, en France notamment.

plus 200 000 le dimanche. *Direct Matin*-Bolloré est imprimé sur les rotatives du *Monde*. Une bonne partie de sa substance éditoriale est fournie par les rédacteurs de *Courrier International* et du *Monde*. *Le Monde* figure au capital de *Direct Matin*, à hauteur d'environ 30%. C'est ce qu'on appelle une collaboration, non ? Et voilà que Vincent Bolloré, sans autre forme de procès, décide qu'à partir du 17 janvier, avec *Le Monde Impression*, c'est fini. Que lui importe la survie même

entreprise étaient d'ailleurs en grève il y a peu pour forcer au redémarrage de l'entreprise. Ce qu'ils ont obtenu, pour l'heure. Ce serait étonnant que Bolloré y arrive, encore plus qu'il y reste. Alors, Vincent Bolloré, entre deux affaires, deux avions, deux continents, n'est-il pas le pyromane qui allume l'incendie dans l'imprimerie, celle de la presse quotidienne comme celle de l'industrie graphique ? Très certainement. S'il arrive à ses fins, lui et ses amis façonneraient une nouvelle carte de l'impression où l'emploi serait réduit à très peu de chose. L'information libre encore moins.

DIRECT MATIN ? APPELEZ-MOI BOLLORÉ !

Sa générosité ne s'étend pas au-delà de la sphère de l'Élysée. Pour ses affaires comme pour celles de son camarade-président, le contrôle de l'information est d'une importance stratégique évidente.

Des chiffres ? La diffusion des quotidiens gratuits d'information est de 2,7 millions d'exemplaires en France, dont 1,8 million pour la seule Ile-de-France. A la veille des régionales, ça peut peser, non ? Par comparaison, le quotidien payant *Le Parisien* en Ile-de-France vend chaque jour, en moyenne annuelle, 318 000 exemplaires

de l'imprimerie et les deux centaines d'emplois qui risquent d'être détruits suite à cette décision.

Où va Bolloré ?

A Coulommiers ! Brodard Graphique, imprimerie du groupe Maury, est dirigée par un administrateur judiciaire depuis 2 mois. L'entreprise comme le groupe sont en danger immédiat et l'objet d'une expertise commandée par le juge commissaire.

Bolloré le sait. Les salariés de cette

Monopole ? C'est bien de cela qu'il s'agit. Le départ de *Direct Matin* de l'imprimerie du *Monde* est une égratignure qui mène à cette gangrène-là. L'imprimerie du *Monde* vacille avec le départ de *Direct Matin* Bolloré. *Le Figaro* attend cette mort pour récupérer l'impression du *Monde* et des *Echos*, pourquoi pas plus tard *Direct Matin*... Car Bolloré et Dassault (propriétaire du *Figaro*), c'est la même famille. La presse quotidienne d'information doit échapper à ces turpitudes. Elle mérite mieux que ça. C'est ce que défend la CGT. ■

LE GROUPE BOLLORÉ EN BREF

Le groupe Bolloré est un conglomérat de taille internationale qui gère de multiples activités, classé parmi les deux cents premiers européens et les cinquante premiers français. Il réalisait en France il y a deux ans six milliards d'euros de chiffre d'affaires, employant 6 000 personnes.

Le tour du groupe Bolloré ? Impossible, il est partout : transports maritimes, banque, papiers spéciaux, acquisition puis abandon du papier à cigarettes (JOB), terminaux portuaires et lignes ferroviaires en Afrique, bois précieux et plantations tropicales puis abandon, films plastiques, commerce de cigarettes en Afrique francophone, distribution de produits pétroliers, prise de participations minoritaires dans Vallourec, Ingenico, Mediobanca, et des grandes

banques d'affaires italiennes, abandon de ports africains au profit de la logistique, voiture électrique...

L'ARGENT, ET LES MÉDIAS ?

Une OPA hostile sur Bouygues il y a dix ans, dans le but apparent de récupérer son activité de téléphonie mobile ou télévisuelle, lui rapporte plus de 210 millions d'euros. Même tactique sur Pathé dont il retirera 290 millions d'euros de plus value.

En 2004, Vincent Bolloré cède le papier à cigarette et se retire de Vallourec, leader mondial du tube sans soudure, avec un gain de 541 millions d'euros.

Disposant de réserves financières considérables, le groupe Bolloré, numéro un mondial des condensateurs, va

investir dans les batteries et les voitures électriques.

La France représente alors 55 % du chiffre d'affaires de Bolloré et l'Afrique 19 %.

Il y a 6 ans, le groupe prenait pied dans les médias, par le groupe publicitaire Havas, au point d'en détenir 31 % en trois ans. Puis c'est le tour de la Société française de production, société nationale attachée à l'ORTF défunte : il en prend pour 40 % ! Il lance un an après *Direct 8*, une chaîne de télévision sur la TNT.

Et voilà la presse quotidienne gratuite, *Direct Soir* puis *Direct Matin* en coopération avec le journal *Le Monde* et *Courrier International*.

Enfin, le 7 juillet 2006, le groupe s'empare de 40 % de l'institut de sondages CSA.



▶ LE 8 JANVIER

**Rassemblement
à l'imprimerie
Brodard Graphique
à Coulommiers
(Filpac CGT)**



▶ LE 11 JANVIER

**Manifestation devant le
siège Bolloré à Puteaux
(Comité intersyndical
du Livre Parisien CGT)**



Qu'est-ce qui fait courir Bolloré ?

Pourquoi Bolloré et les autres patrons de presse quotidienne, gratuite et payante, mettent-ils soudain le feu à tout l'édifice de la presse nationale ? Quelques réponses, celles de la CGT.

Bolloré quitte-t-il l'imprimerie du Monde pour une question de qualité d'impression ?

L'argument paraît léger. Le quotidien *Les Echos* est imprimé sur les rotatives du *Monde*. Le quotidien *Le Monde*, comme *Les Echos*, bénéficie bien entendu de la même qualité d'impression. Les lecteurs de ces deux quotidiens ont l'habitude d'apprécier cette qualité-là.

Mais *Direct Matin* ? Son propriétaire, Bolloré, est exigeant, ce qui est bien normal. Quand les gratuits sont nés, en 2003, la CGT a immédiatement formulé une double exigence : que ces quotidiens d'informations bénéficient des imprimeries de leur famille, la presse, et que leurs éditeurs investissent dans la modernisation des imprimeries.

Voilà des années que la CGT revendique cette modernisation de l'imprimerie du *Monde*, précisément pour anticiper les demandes des clients et les satisfaire. Mais non : la direction regarde ailleurs, comme si on pouvait parler d'indépendance éditoriale sans passer par les moyens industriels de cette indépendance.

Maintenant un client s'en va, mettant en péril tout l'édifice. Mais l'argument de la qualité relève de la mauvaise foi. Quand on s'appelle Bolloré, « Sarko-fan » au plus haut niveau d'intoxication, on sait ce que coup politique veut dire.

Bolloré s'est invité dans le monde de la presse d'information.

Pourquoi ?

Qui possède quoi ? Se poser la question, c'est comprendre beaucoup de choses.

Portrait de famille.

- Bolloré, c'est *Direct Matin* et *Direct Soir*.
- *20 Minutes* appartient pour une moitié au groupe norvégien Schibsted, pour

l'autre au groupe Ouest France.

- *Le Monde* compte dans son tour de table Prisa et Lagardère, respectivement leader espagnol et numéro 1 mondial des magazines.

- *Les Echos*, imprimés sur les rotatives du *Monde*, ont été achetés il y a peu par le groupe de luxe LVMH de Bernard Arnault.

- Le concurrent du *Monde*, *Le Figaro*, qui veut récupérer l'impression du quotidien du soir, figure au patrimoine du groupe Dassault.

- Le directeur du *Figaro* est en même temps président du syndicat patronal de la presse quotidienne nationale (SPQN).

Alors ?

Alors le groupe *Le Figaro* espère, avec l'aide de tous ces grands industriels, concentrer entre ses mains toute l'impression des quotidiens nationaux. Il s'agit de construire un monopole et un contrôle sur les tarifs d'impression. Manière de tenir le sort des chers confrères entre ses mains.

On ne peut s'empêcher de penser à la vieille rivalité politique *Le Monde-Le Figaro*. Elle pourrait se régler au profit du dernier nommé par le biais du contrôle de l'impression.

Comme Bolloré est du même métal politique que le très sarkozyen *Figaro*, on comprend mieux le départ précipité de *Direct Matin*-Bolloré

▶ La qualité a bon dos.

avant d'importantes échéances, tant électorales que sociales. Son départ de l'imprimerie du *Monde* affaiblit le moyen industriel au service du journal qui échappe au contrôle de l'Elysée. C'est bien le journal lui-même qui est visé.

demandé une expertise sur l'ensemble du groupe Maury, qui va très mal, et sur les conditions de liquidation de l'entreprise Brodard Graphique.

Pourquoi un industriel aussi avisé que Vincent Bolloré choisit-il cette imprimerie-là ? Pour tenter de mettre en concurrence les salariés de Brodard Graphique et ceux de l'imprimerie du *Monde*. Il y a gros à parier que s'il parvient à Coulommiers, il y resterait peu de temps. Pourquoi ? Le



Ce yacht n'est pas le célèbre Paloma prêt à Sarkozy, c'est un autre de la flotte de M. Bolloré

Quand une telle brochette de grands industriels se concentre à ce point sur le sort de la presse, c'est sans doute moins par esprit philanthropique que dans l'intention de tout contrôler, tout régenter. Faire de la presse le support de la seule parole patronale, Bolloré n'en rêve pas plus que Dassault ou Lagardère. Ils le font.

sort du groupe Maury est incertain, et son concurrent direct, CirclePrinters, est entièrement lié à... Lagardère, leader mondial des magazines ! La partie des magazines de Lagardère imprimés en France l'est dans le groupe CirclePrinters, qui vient de renouveler pour les 3 ans à venir ses contrats avec Lagardère.

Bolloré ferait ainsi une pierre deux coups : ébranler l'impression des quotidiens au profit de Dassault-*Le Figaro*, ébranler l'imprimerie des magazines, au profit de Lagardère. Pas mal, non ?

▶ Je te tiens, tu me tiens par la barbichette...

Bolloré invente la presse nomade, entre Ivry et Coulommiers

Direct Matin-Bolloré veut s'en aller d'Ivry – l'imprimerie du *Monde* – pour Coulommiers, l'imprimerie Brodard Graphique, du groupe Maury. Cette imprimerie est en redressement judiciaire depuis fin novembre. Le personnel, à l'unanimité, a été obligé de faire grève pour obtenir il y a quelques jours sa réouverture. Rien n'est acquis, l'administrateur judiciaire a

Que fait la CGT ?

Ne tombant pas dans ce piège, la CGT organise une solidarité active entre salariés de Brodard Graphique et salariés du *Monde* et des imprimeries parisiennes, dont l'emploi est également menacé. Le combat est loin d'être fini. L'existence d'une presse quotidienne d'information pluraliste, plurielle, la plus nombreuse et la plus lue possible a toujours été au cœur de la préoccupation syndicale



de la CGT. Au service des titres et de leur impression, elle a toujours veillé à une égalité de traitement de l'impression des titres, qu'ils soient riches ou pauvres. Elle a multiplié ces dernières années les accords sociaux dans cet esprit.

L'accord qui vient d'être ratifié par les éditeurs et le gouvernement concerne les imprimeries de presse parisienne. Au centre de cet accord se situent

l'existence et la pérennité de l'imprimerie du *Monde*, la formation et la qualification des salariés travaillant dans l'imprimerie du *Figaro* comme dans celle du groupe Amaury (*Le Parisien*, *L'Equipe*, *Aujourd'hui en France*) ou de l'imprimeur de presse quotidienne Ricobonno.

La CGT participe à l'élaboration de ce type d'accords dans le double souci de promouvoir l'emploi qualifié et de fournir au service de la presse une compétence et

un savoir-faire professionnel que personne ne conteste, que les éditeurs reconnaissent très volontiers.

Quand la CGT engage sa signature, c'est qu'elle entend respecter ses engagements, et attend des représentants patronaux qu'ils en fassent autant. L'accord ne date que de deux mois. L'encre à peine sèche, l'accord est remis en cause de toutes

parts patronales : quel crédit accorder à ce genre de relations sociales, quand elles bifurquent soudain vers l'arnaque ?

Bolloré dans cette affaire n'est pas seul à engager sa responsabilité. Tous les éditeurs de presse, quotidiens et magazines, sont liés aux opérations en cours, comme les syndicats patronaux SPQN (quotidiens nationaux) et Unic (pour l'imprimerie de Labeur). ■

► Ne tombant pas dans ce piège, la CGT organise une solidarité



Après la rencontre avec la direction Bolloré Médias

Dans le prolongement des premières actions menées par les ressortissants du CILP-CGT le lundi 11 janvier, devant la tour Bolloré, une rencontre s'est tenue ce jour, entre la direction du journal *Le Monde*, celle du groupe Bolloré Média, le SPQN et les représentants du CILP.

Lors de cette réunion, les élus CGT ont fait connaître leur ferme opposition à voir le titre *Direct Matin* quitter l'imprimerie du *Monde* et ont mis en garde l'ensemble des éditeurs sur les conséquences d'une telle décision, qui conduirait inévitablement à l'affaiblissement de la charge de travail de l'imprimerie du *Monde*, mettant de fait en péril la nécessaire modernisation de cette entreprise. Dans ce cas l'application des accords relatifs à la modernisation des imprimeries de la presse quotidienne nationale serait compromise.

Si durant cette rencontre, la direction du *Monde* a confirmé que des négociations exclusives s'engageaient avec un partenaire étranger sur la base d'un calendrier précis pour la mise en œuvre d'un plan de modernisation identifié, elle a aussi rappelé que le départ des clients actuels pouvait remettre en cause la nature même du projet.

Cette option d'affaiblissement du volume d'activité et les conséquences que cela engendrerait pour la modernisation de la dernière imprimerie de la presse parisienne rendent inapplicables les accords conclus entre le SPQN, l'Etat et le CILP, et impose à l'ensemble des partenaires sociaux de rechercher de nouvelles solutions qui pèseront lourdement sur l'ensemble de la presse.

En refusant les solutions techniques du CILP qui consistent à imprimer la moitié de *Direct Soir* et *Direct Matin* à l'imprimerie du *Monde*, l'autre partie pouvant être imprimée à l'imprimerie du *Figaro*, la direction du groupe Bolloré a décidé de rentrer en conflit avec les organisations CGT de la presse, mettant ainsi en péril les accords conclus par les partenaires sociaux.

L'ensemble des adhérents du CILP-CGT appelle la direction du groupe Bolloré à rechercher toutes les solutions dans les entreprises de la PQN.

Le CILP-CGT exige une rencontre rapide avec les signataires des accords de modernisation des imprimeries de la presse quotidienne nationale et les représentants de l'Etat.

Paris, le 14 janvier 2010

RAPPEL DES PRINCIPES FONDAMENTAUX DE LA NEGOCIATION QUE VOUS AVEZ VALIDE M. BOLLORE !

« Les parties se sont rencontrées pour négocier les conditions permettant d'assurer l'avenir des sites d'impression de la presse quotidienne nationale.

Face aux nouvelles concurrences, à l'érosion des ventes, à la chute des revenus publicitaires, les éditeurs de presse quotidienne nationale sont de plus en plus confrontés à la nécessité de faire radicalement évoluer les quotidiens nationaux, avec la possibilité d'imprimer totalement en quadrichromie, d'obtenir une amélioration significative de la qualité du produit fini, le tout dans des délais de plus en plus courts.

La presse quotidienne nationale doit donc aujourd'hui poursuivre les évolutions et les investissements extrêmement lourds nécessaires à son développement.

Les accords signés en 2004 et 2005 avaient été établis sur la base de la situation économique et industrielle connue en 2003. Leur mise en œuvre et la réduction des effectifs qu'elle a justifié a permis aux entreprises de la presse quotidienne nationale d'atténuer les effets de la crise. Les parties conviennent qu'ils ne sont pas remis en

cause. Ils doivent servir de base à ces nouvelles négociations et pour cela doivent voir dans le même temps leur application finalisée pour l'ensemble des secteurs.

Mais la situation en 2008 et 2009 s'est dégradée sur le plan économique et a évolué sur le plan industriel (mutualisation POP/CIPP/OffPrint, nouvelle imprimerie du *Figaro*, projets à l'étude pour l'imprimerie du *Monde*, etc.). Ces négociations doivent permettre de réaliser les nécessaires réformes du modèle organisationnel, économique et commercial de ces entreprises.

Pour cela les parties conviennent :

de tout mettre en œuvre afin que la charge de travail des imprimeries puisse être développée et renforcée (cf. préambules des accords des 10 février et 30 novembre 2004).

de définir les modalités permettant la mise en œuvre dans les meilleurs délais des points des accords 2004/2005, de 2007 et du 10 juillet 2008, encore non appliqués.

de poursuivre les dispositions des accords 2004/2005 et définir de nouvelles règles concernant : la durée effective

du temps de travail (nombre annuel de services réellement effectués), l'automatisme du remplacement des personnels ouvriers et cadres techniques, etc.

de mener, dans chaque entreprise, un cycle de négociations permettant la mise en adéquation des accords d'entreprise avec les règles régionales.

Ces réformes sont conditionnées à la mise en œuvre de mesures d'accompagnement social assurant un avenir professionnel à chaque salarié, notamment par la prise en compte de nouveaux métiers.

Les perspectives de développement pour les imprimeries ajoutées aux réductions d'effectifs permettent à la profession de poursuivre et d'accélérer les démarches liées à la pénibilité. Ainsi les parties s'engagent dès à présent à entreprendre les études nécessaires pour tenter de faire reconnaître les ouvriers et cadres techniques de la Presse Quotidienne Nationale, dans la définition des métiers pénibles, en particulier au sens de l'article 12 de la loi 2003.775 du 21 août 2003. »

M. BOLLORÉ,

Vous portez la responsabilité du conflit

Votre conflit concerne toute la Presse. Vous pouvez à tout moment arrêter les hostilités.

Il vous suffit de respecter la solution négociée par la CGT, l'ensemble des éditeurs de la presse quotidienne nationale et validée par le Gouvernement.

A moins que du haut de votre empire, d'un simple revers de manche, vous décidiez de porter un coup, que vous espérez fatal, à l'avenir des imprimeries et des salariés des entreprises de presse quotidienne nationale. La CGT ne l'acceptera pas !

La position de la CGT est limpide lorsqu'elle engage sa signature : elle respecte ses engagements, mais elle attend en retour – c'est la moindre des choses ! – que les éditeurs en fassent de même. Où sont les principes essentiels que vous adoptiez en 2008 ? Vous les avez déjà reniés ? Avez-vous un seul instant envisagé les conséquences de vos actes qui touchent à toute la presse écrite d'opinion ? La CGT ne vous laissera pas « saccager » un fondement de la démocratie sans réagir !

Face à cette situation critique, la CGT alerte dès à présent les pouvoirs publics afin de ramener le groupe Bolloré à plus de raison.

Messieurs les patrons de la presse, êtes-vous en vacances ?

Le groupe Dassault (propriétaire du *Figaro*), le groupe LVMH (propriétaire des *Echos*), le groupe Amaury (propriétaire du *Parisien*, de *L'Equipe*, d'*Aujourd'hui en France* et du *Tour de France*), signataires des accords de modernisation des imprimeries de presse quotidienne, ne peuvent plus faire semblant d'être spectateurs.

Depuis quelques jours, le Syndicat patronal (SPQN) se tait. Que doit en déduire la CGT : silence gêné ou silence complaisant. Messieurs

les éditeurs réveillez-vous, c'est votre accord qui est remis en cause par M. Bolloré. Le choix qu'impose votre confrère est lourd de conséquences : la non-application des accords met en péril le développement futur de la presse d'opinion et risque de causer des dommages « collatéraux », alors que ce conflit, la CGT et les éditeurs ne l'ont pas choisi. Pour la CGT, le sens des accords : c'est l'emploi, la défense et l'avenir de la presse.

La CGT exige que se tienne dans les plus brefs délais une réunion tripartite regroupant l'ensemble des éditeurs de la presse (payante et gratuite) et le groupe Bolloré afin de trouver une solution de sortie de crise permettant d'appliquer rapidement les termes d'un accord favorable à l'avenir de la profession.

Que le patron des patrons de la presse réapparaisse

Votre jeu est trouble, M. Morel, vous qui êtes président du syndicat patronal (SPQN) et directeur général du groupe *Le Figaro*. Cela doit cesser. Non, M. Morel, la modernisation de l'imprimerie du *Figaro* ne rime pas avec monopole et concentration. Le groupe LVMH (*Les Echos*) est à l'affût souhaite vous rejoindre. C'est ça, la concurrence libre et non faussée ? La CGT s'oppose au monopole qui laisserait le seul *Figaro* décider de la politique tarifaire en étranglant les plus petits titres. La CGT ne l'acceptera pas ! La CGT défend la pluralité de la presse en permettant à tous les titres quotidiens, sans distinction, de pouvoir être imprimés de manière équivalente.



M. Bolloré, franc-tireur de la presse française. Soutenu par le SPQN ?

Au Monde, l'investisseur espagnol, c'est l'Arlésienne ?

Depuis plus de quatre ans, la CGT n'a de cesse de revendiquer la modernisation des outils d'impression de l'imprimerie du *Monde*. Tergiversations et immobilisme rendent aujourd'hui leur verdict : le groupe Bolloré (*Direct Matin Plus*) annonce son départ.

Le groupe *Le Monde* promet une négociation exclusive avec un partenaire espagnol, tenu secret, alors que Bolloré annonce son départ. Le temps des cachote-

ries est terminé. La direction du *Monde* doit clairement afficher les moyens mis à disposition et le calendrier de la modernisation.

Le Conseil de surveillance du *Monde* répond à l'offensive du groupe Bolloré par la poursuite de son partenariat rédactionnel avec le titre *Direct Matin Plus*. Le journal de Bolloré continuerait « à piller » le contenu journalistique du journal « de référence » tout en condamnant son imprimerie ? Quelles en sont les obscures raisons, M. Schweitzer ?

La CGT combattra avec détermi-

nation toute décision qui conduirait à mettre en péril l'avenir du *Monde* et de ses 200 salariés.

Solidarité avec les salariés de Brodard Graphique

Vincent Bolloré, en délocalisant la production de *Direct Matin Plus* dans l'imprimerie de Coulommiers Brodard Graphique, parie sur un affrontement des salariés CGT du labeur contre les salariés CGT de presse quotidienne nationale. C'est raté, M. Bolloré. C'est mal connaître ce que représente la solidarité pour tous les syndiqués CGT. ■

Directmalin

Direct Malin "Numéro spécial CGT"
réalisé par la Filpac CGT et le CILP CGT

263, rue de Paris ★ 93514 Montreuil Cedex
Site Internet : www.filpac-cgt.fr ★ Mail : filpac@filpac-cgt.fr

★ Directeur de publication : Michel Muller
★ Imprimerie spéciale

